



Déclassifié (*)

AS/Soc (2015) PV 02add
17 avril 2015
Fsocpv02add_2015

**Commission des questions sociales, de la santé
et du développement durable**

Procès-verbal

**de l'audition de « L'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels en Europe »
qui s'est tenue à Paris le mardi 24 mars 2015, de 14h45 à 16h**

Le président ouvre la séance et l'audience en rappelant les travaux de la commission sur les hydrocarbures non conventionnels. Trois experts sont invités à aider les membres à mieux comprendre cette question complexe et, en particulier à assister le rapporteur dans son travail. Il accueille les experts et les présente à l'assistance¹ :

- M. Gregor Erbach, analyste politique, Service européen de recherche parlementaire, Parlement européen, Bruxelles
- M. Christian Besson, conseiller, Direction mondiale de l'économie de l'énergie, Agence internationale de l'énergie (AIE), Paris
- M. Antoine Simon, Programme de justice économique, chargé de campagne sur les industries extractives, les Amis de la Terre Europe, Bruxelles

M. Sedó présente son schéma de rapport en soulignant la nécessité pour l'Europe de diversifier et d'assurer son approvisionnement énergétique. Les combustibles fossiles continuent de dominer le bouquet énergétique de la plupart des pays et la perspective d'une exploitation des hydrocarbures non conventionnels locaux fait l'objet d'un débat de plus en plus polémique. Bien que les produits gaziers et pétroliers conventionnels et non conventionnels soient exactement les mêmes, les procédés d'extraction diffèrent considérablement. Les ressources non conventionnelles sont le gaz et le pétrole de schiste bitumeux, le pétrole léger, le méthane houiller et les sables bitumineux. Les Etats-Unis et le Canada ont fortement augmenté leur production ces dix dernières années et nombre de grandes puissances économiques prévoient de faire de même. En Europe, la situation est différente en raison de nombreuses incertitudes quant au volume des ressources et aux contraintes juridiques et environnementales. Il reste donc à définir comment les pays européens pourraient devenir moins dépendants des importations d'énergie grâce au développement de leur ressources énergétiques locales.

M. Erbach présente des informations clés concernant les ressources pétrolières et gazières non conventionnelles de l'Europe sous l'angle de la sécurité de l'approvisionnement et d'enjeux d'ordre réglementaire. La « révolution du schiste » qu'ont connue les Etats-Unis a transformé le pays qui, d'importateur net, est devenu exportateur net de pétrole et de gaz. Les prix des combustibles fossiles varient actuellement beaucoup entre l'Europe, l'Asie et les Etats-Unis mais devraient progressivement converger. Les ressources européennes en énergies non conventionnelles sont sous-explorées et leur potentiel pour exploitation est plutôt faible. Dans l'UE, la production de gaz conventionnel décline depuis la fin des années 1990 et les importations (essentiellement en provenance de Russie, de Norvège, d'Algérie et du Qatar)

* Projet de procès-verbal approuvé et déclassifié par la commission lors de sa réunion le 21 avril 2015 à Strasbourg.

¹ Les interventions détaillées des experts sont disponibles sur l'extranet de la commission et auprès du Secrétariat.

représentent deux tiers de la consommation. Plusieurs Etats européens (France, Pologne, Roumanie et Ukraine), ainsi que des pays voisins (Algérie et Turquie), sont censés disposer de ressources considérables en gaz non conventionnel, mais leurs réserves en pétrole non conventionnel sont beaucoup plus limitées. Les positions en faveur d'une autorisation ou d'une interdiction de la fracturation hydraulique divergent énormément d'un pays à l'autre du continent : cinq pays imposent des interdictions ou des moratoires et l'Autriche applique des lois restrictives.

Entre cinq à quinze années de développement seront nécessaires pour que la commercialisation du gaz et du pétrole de schiste bitumineux en Europe devienne viable, avec des prix probablement deux fois supérieurs à ceux des Etats-Unis en raison de la géologie locale, de facteurs environnementaux, de l'acceptation par le grand public et de capacités de forage moins performantes. Cinq Etats européens (dont le Royaume-Uni et la Pologne) se sont engagés à développer l'exploitation du gaz de schiste et six autres (telle l'Allemagne) envisagent cette possibilité. La chute récente des cours mondiaux du pétrole a ralenti et rendu des projets d'exploitation de gaz de schiste à grande échelle non rentables. Des tests de résistance effectués dans l'UE ont montré que la plupart des Etats membres disposeraient de réserves suffisantes pour 6 mois si l'approvisionnement en gaz russe était suspendu. A court terme, la production locale de gaz de schiste aura très peu d'incidences sur la facture des importations. La dépendance vis-à-vis du gaz russe devrait durer ; en effet, celui-ci est bien meilleur marché que le gaz de schiste et le GNL (gaz naturel liquéfié). L'UE n'a pas de politique énergétique commune mais essaye de mettre en place un marché commun de l'énergie et de mieux protéger les intérêts stratégiques partagés. L'UE a émis une recommandation sur les conséquences environnementales du développement du gaz de schiste en 2014.

M. Besson présente l'édition 2014 de la série « *World Energy Outlook* » de l'AIE, qui prédit la croissance et la prédominance continues des combustibles fossiles, dont une part croissante de ressources non conventionnelles, et leur propagation au-delà des frontières de l'Amérique du Nord (vers l'Argentine, la Russie, la Chine et d'autres Etats). On estime que les ressources en gaz de schiste sont comparables aux réserves d'énergies conventionnelles, mais les problèmes environnementaux (relatifs à l'occupation et à la dégradation des sols, aux émissions atmosphériques et à la pollution des eaux) pourraient mettre un terme à leur développement dans plusieurs pays. La fracturation hydraulique demeure la principale technologie permettant d'accéder au gaz de schiste et au pétrole léger, alors que l'exploitation du méthane houiller requiert des technologies spécifiques qui présentent leurs propres enjeux pour l'environnement.

« Des règles d'or pour un âge d'or du gaz », publié par l'AIE, vise à aider les gouvernements, les industries et autres acteurs à faire face aux répercussions environnementales et sociales possibles de la production du gaz de schiste, avec pour mots d'ordre « mesurer et divulguer les valeurs opérationnelles, intégrer l'engagement avec les parties prenantes, choisir soigneusement les sites de forage, isoler les puits, traiter l'eau de façon responsable et minimiser les émissions et les fuites ». Les prix actuellement peu élevés du gaz de schiste aux Etats-Unis ne pourront être durables commercialement et devront doubler pour que la production continue d'augmenter. En Europe, les coûts de l'exploitation du gaz de schiste seront près de deux fois supérieures à ceux pratiqués aux Etats-Unis. Les ressources en énergies non conventionnelles ne permettront pas de réduction significative du prix de l'énergie, mais seront probablement assorties d'incidences positives sur la dépendance vis-à-vis des importations, la balance des paiements et la sécurité des approvisionnements.

M. Simon passe en revue, du point de vue du plus grand groupe des ONG environnemental d'Europe, les questions relatives au développement durable dans le cadre du modèle actuel de technique de fracturation hydraulique utilisée pour extraire le gaz et le pétrole de schiste. Les risques pour l'environnement comprennent des divers types d'émissions, des menaces d'explosions et de secousses sismiques, la contamination des eaux souterraines et de surface et le traitement inapproprié des eaux usées. De plus, l'emploi de produits chimiques dangereux dans les fluides de fracturation induit des émissions de composés organiques volatils et d'autres substances nocives pour la santé des travailleurs, des autochtones et des écosystèmes. En outre, l'utilisation de sable siliceux comme agent de soutènement peut à terme provoquer la silicose (une forme de cancer du poumon). En 2013 et 2014, la communauté scientifique s'est livrée à des études approfondies sur les effets cumulatifs, lesquelles, à une écrasante majorité, ont signalé de fortes émissions de polluants atmosphériques, un niveau élevé de contamination des eaux, ainsi que de graves risques pour la santé publique.

Aux Etats-Unis, des enquêtes sur le terrain ont fait état d'un taux de 6 à 9 % de puits peu ou non productifs et établi une liste de 243 cas dans lesquels des sociétés d'exploitation du schiste ont contaminé des ressources privées en eau potable entre 2008-2014. Certains Etats américains fortement peuplés, comme New York, ont interdit la fracturation du schiste en raison de risques pour la sécurité et, depuis cinq ans, de

nombreuses entreprises perdent de l'argent dans cette exploitation. Il serait bon que les Européens mettent en parallèle les implications d'une exploitation à grande échelle des combustibles non conventionnels et leur engagement en faveur d'un ralentissement du changement climatique et de la protection de la santé publique. Il faut éviter que les inquiétudes suscitées par la sécurité énergétique à court terme l'emportent sur l'intérêt à long terme de la société. Il ne suffit pas de se doter d'une législation rigoureuse si un suivi adéquat de la mise en œuvre et du contrôle par des organismes indépendants ne peut être garanti.

M. Rzymelka ouvre le débat en soulignant que le récent conflit entre la Russie et l'Ukraine a considérablement modifié le regard porté par l'Europe de l'Est sur la sécurité énergétique. Les combustibles fossiles sont exactement les mêmes, qu'ils soient extraits par des méthodes conventionnelles ou non. Parce qu'ils ne prennent pas en compte les réalités des tensions géopolitiques, les scénarios d'approvisionnement énergétique imaginés par l'AIE paraissent exagérément optimistes.

M. Kiral explique que son pays, l'Ukraine, a des raisons géopolitiques et économiques évidentes pour continuer d'explorer ses ressources en combustibles non conventionnels.

M. Schennach explique que les lois de protection de l'environnement en Autriche sont si strictes que de fait, aucune fracturation hydraulique n'est possible. Le secteur de l'énergie nucléaire et celui de l'extraction d'énergies non conventionnelles présentent quelques similitudes en termes d'enjeux, d'incertitudes et de questions non résolues. Ces risques sont en réalité tout simplement trop élevés, et les deux technologies devraient être interdites.

M. Besson admet que l'édition la plus récente de la série « *World Energy Outlook* » de l'AIE n'a pas pris en compte les derniers événements géopolitiques ; la prochaine devrait être plus exhaustive en la matière. Il n'existe en effet aucune certitude concernant l'équation économique pour les hydrocarbures non conventionnels, et de nombreux experts commencent à exprimer des doutes quant aux perspectives d'avenir. Si la contamination et la quantité d'eau utilisée dans le processus d'exploration et d'extraction constituent l'un des principaux points faibles des combustibles non conventionnels, l'industrie du pétrole et du gaz conventionnels utilise elle aussi d'énormes masses d'eau, ce qui entraîne également une pollution. Il est à l'évidence nécessaire que chaque pays et région mette en balance ses particularités, besoins et moyens locaux en matière de ressources énergétiques, à court comme à long terme.

M. Erbach souligne que, malheureusement, tout type de production d'énergie comporte des risques mais que certains sont plus faciles à maîtriser que d'autres.

M. Sedó résume la discussion en insistant sur la difficulté de concilier des avis souvent diamétralement opposés sur le potentiel des sources d'énergies non conventionnelles pour l'Europe lorsque les pays ne sont pas tous concernés, les ressources incertaines, l'extraction onéreuse et la rentabilité éventuelle faible. Le processus de fracturation hydraulique suscite des inquiétudes particulières. D'autres avis des membres seraient très appréciés, par exemple sous la forme de contributions écrites qu'il pourrait prendre en compte en rédigeant son rapport. De même, un complément d'enquête mené avec l'AIE et la Commission européenne serait très utile à l'élaboration de ce rapport.

La commission **autorise** le rapporteur à effectuer une visite d'information à l'AIE, à Paris, et à la Commission européenne, à Bruxelles.

Le président clôt l'audience en remerciant les intervenants invités. La commission reviendra sur le sujet lors d'une prochaine réunion en s'appuyant sur les recherches et travaux du rapporteur.

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

List of presence / *Liste de présence*
 Paris, 24 March 2015

Chairperson / Président :

Mr Valeriu GHILETCHI		Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>
-----------------------------	--	--

Vice-Chairpersons / Vice-Présidents :

Mr Andrej HUNKO		Germany / <i>Allemagne</i>
Mr José MENDES BOTA		Portugal
Mr Igor KOLMAN		Croatia / <i>Croatie</i>

Members / Membres

1. Mr Petrit VASILI *Albania / Albanie*
2. Ms Sílvia Eloísa BONET PEROT *Andorra / Andorre*
3. M. Tirgran URIKHANYAN *Armenia / Arménie*
4. Mr Franz Leonhard EßL *Austria / Autriche*
5. Mr Stefan **SCHENNACH** *Austria / Autriche*
6. Mrs Sevinj **FATALIYEVA** *Azerbaijan / Azerbaïdjan*
7. Mr Rovshan RZAYEV *Azerbaijan / Azerbaïdjan*
8. M. Stefaan **VERCAMER** *Belgium / Belgique*
9. Ms Cindy FRANSSEN *Belgium / Belgique*
10. Mme Milica MARKOVIĆ *Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine*
11. Mr Desislav CHUKOLOV *Bulgaria / Bulgarie*
12. Mr Antoni TRENCEV *Bulgaria / Bulgarie*
13. Mr Igor **KOLMAN** ^{3rd} **Chairperson** / ^{3^{ème}} **vice-président** *Croatia / Croatie*
14. Ms Stella **KYRIAKIDES** *Cyprus / Chypre*
15. Mme Daniela FILIPIOVÁ *Czech Republic / République tchèque*
16. Mr Rom KOSTŘICA *Czech Republic / République tchèque*
17. Ms Sophie LØHDE *Denmark / Danemark*
18. Ms Liisa-Ly PAKOSTA *Estonia / Estonie*
19. Mr Jouko SKINNARI *Finland / Finlande*
20. Mme Maryvonne BLONDIN *France*
21. M. Damien ABAD *France*
22. M. Denis JACQUAT *France*
23. Mme Marie-Christine DALLOZ *France*
24. Ms Guguli **MAGRADZE** *Georgia / Géorgie*
25. Ms Herlind GUNDELACH *Germany / Allemagne*
26. Ms Sybille BENNING *Germany / Allemagne*
27. Ms Doris BARNETT *Germany / Allemagne*
28. Mr Andrej HUNKO ^{1st} **Chairperson** / ^{1^{er}} **vice-président** *Germany / Allemagne*
29. Ms Olga-Nantia VALAVANI *Greece / Grèce*

Alternates / Remplaçant(e)s

- Ms Silva CAKA
 Mr Gerard BARCIA DUEDRA
 Ms Naira KARAPETYAN
 Ms Angelika WINZIG
 Mr Andreas SCHIEDER
 Mr Aydin ABBASOV
 Mr Fazil MUSTAFA
 Ms Petra **De SUTTER**
 M. Damien THIÉRY
 Ms Borjana KRIŠTO
 ZZ...
 ZZ...
 Mr Ivan RAČAN
 Ms Athina KYRIAKIDOU
 Ms Gabriela **PECKOVÁ**
 Mr Pavel HOLÍK
 Mr Martin HENRIKSEN
 ZZ...
 Ms Sirkka –Liisa ANTTILA
 M. Gérard BAPT
 ZZ...
 M. Jean-Claude FRÉCON
 Mme Danielle AUROI
 Mr Zviad **KVATCHANTIRADZE**
 Mr Axel E. FISCHER
 Mr Tobias ZECH
 Ms Elvira DROBINSKI-WEIß
 Ms Annalena BAERBOCK
 Ms Eleni RAPTİ

30. Mr Konstantinos TRIANTAFYLLOS	Greece / Grèce	Mr Ioannis DRAGASAKIS
31. Ms Erzsébet SCHMUCK	Hungary / Hongrie	Mr Gábor HARANGOZÓ
32. Mr Márton GYÖNGYÖSI	Hungary / Hongrie	Ms Mónika BARTOS
33. Mr Ögmundur JÓNASSON	Iceland / Islande	Ms Oddný HARÐARDÓTTIR
34. Mr Joseph O'REILLY	Ireland / Irlande	Mr Michael McNAMARA
35. Mr Khalid CHAOUKI	Italy / Italie	Ms Eleonora CIMBRO
36. Mr Giuseppe GALATI	Italy / Italie	Mr Francesco Maria AMORUSO
37. Ms Nunzia CATALFO	Italy / Italie	Ms Cristina DE PIETRO
38. Ms Laura PUPPATO	Italy / Italie	Ms Adele GAMBARO
39. M. Andris BĒRZINŠ	Latvia / Lettonie	Ms Inese LAIZĀNE
40. Mr Gerold BÜCHEL	Liechtenstein	Mr Rainer GOPP
41. Mr Arturas SKARDŽIUS	Lithuania / Lituanie	Ms Dangutė MIKUTIENĖ
42. M. Marcel OBERWEIS	Luxembourg	M. Marc SPAUTZ
43. Mr Deo DEBATTISTA	Malta / Malte	Mr Charlò BONNICI
44. Ms Liliana PALIHOVICI	Republic of Moldova / République de Moldova	Mr Valeriu GHILETCHI Chairperson / Président
45. M. Jean-Charles ALLAVENA 2nd Vice Chairperson / 2^{ème} vice-président	Monaco	M. Christian BARILARO
46. Mr Goran TUPONJA	Montenegro / Monténégro	ZZ...
47. Ms Tineke STRIK	Netherlands / Pays-Bas	Mr Fred de GRAAF
48. Mr Tuur ELZINGA	Netherlands / Pays-Bas	Mme Khadija ARIB
49. Ms Ingebjørg GODSKESEN	Norway / Norvège	Mr Tore HAGEBAKKEN
50. Mr Waldemar PAWLAK	Poland / Pologne	Mr Henryk CIOCH
51. Ms Iwona GUZOWSKA	Poland / Pologne	Mr Ryszard TERLECKI
52. Mr Jan RZYMEŁKA	Poland / Pologne	Mr Maciej ORZECZOWSKI
53. ZZ...	Portugal	ZZ...
54. Mme Maria de Belém ROSEIRA	Portugal	ZZ...
55. Mr Ionuț-Marian STROE	Romania / Roumanie	Mr Viorel Riceard BADEA
56. Mr Marian NEACȘU	Romania / Roumanie	Mr Florin Costin PÂSLARU
57. Mr Cezar Florin PREDĂ	Romania / Roumanie	Mr Attila Béla-Ladislau KELEMEN
58. Ms Olga BORZOVA	Russian Federation / Fédération de Russie	Mr Igor CHERNYSHENKO
59. Mr Guennady GORBUNOV	Russian Federation / Fédération de Russie	Mr Valeriy SUDARENKOV
60. Mr Alexander BURKOV	Russian Federation / Fédération de Russie	Mr Roman VANCHUGOV
61. Mr Sergey KALASHNIKOV	Russian Federation / Fédération de Russie	Svetlana GORYACHEVA
62. Paride ANDREOLI	San Marino / Saint-Marin	Mr Gerardo GIOVAGNOLI
63. Ms Elvira KOVÁCS	Serbia / Serbie	Mr Aleksandar JOVIČIĆ
64. Mr Aleksandar SENIĆ	Serbia / Serbie	Ms Marija OBRADOVIĆ
65. Ms Darina GABÁNIOVÁ	Slovak Republic / République Slovaque	Mr Ľuboš BLAHA
66. Ms Andreja KATIČ	Slovenia / Slovénie	Mr Andrej ŠIRCELJ
67. Ms Ana MATO	Spain / Espagne	Mr Ángel PINTADO
68. Mr Salvador SEDÓ	Spain / Espagne	M. Gabino PUCHE
69. Mr Antonio GUTIÉRREZ	Spain / Espagne	Mr Pedro AZPIAZU
70. Ms Carina OHLSSON	Sweden / Suède	Ms Eva-Lena JANSSON
71. Ms Julia KRONLID	Sweden / Suède	Ms Boriana ÅBERG
72. M. André BUGNON	Switzerland / Suisse	Mr Luc RECORDON
73. Mme Liliane MAURY PASQUIER	Switzerland / Suisse	Mr Urs SCHWALLER
74. Mr Vladimir GJORCHEV	"The former Yugoslav Republic of Macedonia" / "L'ex-République yougoslave de Macédoine"	Mr Imer ALIU
75. Mr Mehmet Kasim GÜLPINAR	Turkey / Turquie	Mme Tülin ERKAL KARA

76. Mr Nazmi GÜR	Turkey / <i>Turquie</i>	Ms Mülkiye BİRTANE
77. Mr Ahmet Kutalmış TÜRKEŞ	Turkey / <i>Turquie</i>	Mr Ömer SELVİ
78. Mr Oleksandr BILOVOL	Ukraine	Mr Vladyslav GOLUB
79. Mr Serhii KIRAL	Ukraine	Mr Boryslav BEREZA
80. Mr Viktor VOVK	Ukraine	Mr Oleksii HONCHARENKO
81. Sir Alan MEALE	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Robert NEILL
82. Mr Jeffrey DONALDSON	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr David DAVIES
83. Baroness Margaret EATON	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Geraint DAVIES
84. Mr John PRESCOTT	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr David CRAUSBY

SPECIAL GUESTS / INVITES SPECIAUX

Mr / M. Gregor Erbach.....	Policy Analyst, European Parliamentary Research Services,European Parliament, Brussels / <i>Analyste politique, Service européen de recherche parlementaire</i> <i>Parlement européen, Bruxelles</i>
Mr / M. Christian Besson	Advisor, Directorate of Global Energy Economics,International Energy Agency (IEA), Paris / <i>Conseiller, Direction mondiale de l'économie de l'énergie,</i> <i>Agence internationale de l'énergie (AIE), Paris</i>
Mr / M. Antoine Simon	Economic Justice Programme, Extractive Industries Campaigner Friends of the Earth Europe, Brussels <i>Programme de Justice économique, Chargé de campagne sur les</i> <i>industries extractives, Les Amis de la Terre Europe, Bruxelles</i>
Professor / Professeur Pasquale Tridico	Professor of Labour Economics, University Roma Tre, Italy / <i>Professeur en économie du travail, Université, de Roma Tre, Italie</i>
Mr / M. Bernard De Vos	Ombudsman for Children's Rights of the Federation Wallonia-Brussels / <i>Délégué général aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles</i>

PARTNERS OF DEMOCRACY / PARTENAIRES DE LA DÉMOCRACIE

MOROCCO / MAROC

NAME / NOM

Mr / M. Hassan ARIF.....
Mr / M. Omar HEJIRA.....

EMBASSIES / PERMANENT REPRESENTATIONS AND DELEGATIONS
AMBASSADES / REPRESENTATIONS ET DELEGATIONS PERMANENTES

NAME / NOM

COUNTRY / PAYS

Mr / M. Souhail BOUSLIKHANE.....	Embassy of Morocco / <i>Ambassade du Maroc</i>
----------------------------------	--

SECRETARIAT OF DELEGATION OR OF POLITICAL GROUP /
SECRETARIAT DE DELEGATION OU DE GROUPE POLITIQUE

NAME / NOM

COUNTRY / PAYS

Ms / Mme Rodica IOVU.....	Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>
Mr / M. Andriy KORNIYCHUK.....	Ukraine

ALSO PRESENT / EGALEMENT PRESENTS

NAME / NOM

COUNTRY / PAYS

Ms / *Mme* Anne Marie CHAVANONConference of INGOs / *Conférence des OING*

COUNCIL OF EUROPE STAFF / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Ms / *Mme* Francesca ARBOGAST Socialist Group / *Groupe Socialiste*

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée Parlementaire

NAME / NOM

Mr / *M.* Mario MARTINSDirector General / *Directeur Général*

Ms / *Mme* Micaela CATALANOHead of Communication Division /
.....*Chef de la division de la communication*

**Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable**

NAME / NOM

Ms / *Mme* Tanja KLEINSORGEHead of the Secretariat / *Chef du Secrétariat*

Ms / *Mme* Aiste RAMANAUSKAITESecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / *Mme* Maren LAMBRECHT-FEIGL.....Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / *Mme* Linda McINTOSH.....Assistant / *Assistante*